

L'élection du candidat de gauche Gabriel Boric à la présidence du Chili est une avancée démocratique très importante. Mais il est confronté à des difficultés de taille, avec une oligarchie puissante et une partie de la classe moyenne qui perçoivent la politique menée comme une menace pour leurs intérêts; et il n'a pas de majorité au Parlement...



Le défi démocratique en Amérique latine

Certaines démocraties d'Amérique latine connaissent des avancées importantes, mais doivent surmonter de nombreux obstacles. Pour mieux comprendre ces évolutions, D&L a interrogé Janette Habel, chercheuse, spécialiste de l'Amérique latine (Institut des hautes études de l'Amérique latine).

En France l'élection d'un jeune Président de gauche au Chili a été perçue comme une surprise. Comment analysez-vous cette situation ?

L'élection de Gabriel Boric est une avancée démocratique très importante. Elle est la résultante de deux mouvements sociaux: le mouvement des jeunes de 2011⁽¹⁾ et surtout l'explosion sociale majeure de 2019⁽²⁾, contre les inégalités. Et elle est concomitante avec un processus constitutionnel lancé auparavant⁽³⁾, afin de « dépinochétiser » la Constitution.

Mais cette avancée ne va pas sans difficultés, tant les défis sont grands. Le premier est la question indienne: sur dix-neuf-millions de Chiliens, plus d'un million-sept-cent-mille sont des Mapuche, essentiellement dans le Sud: ils sont en lutte pour récupérer leurs terres confisquées par de grands latifundiaires ou occupées par des entreprises forestières. Le nouveau pou-

voir est confronté à ce défi difficile: il y a eu des violences policières avec des morts, et une intervention militaire. Le gouvernement chilien a prolongé l'état d'exception dans le sud du pays en territoire Mapuche, un tournant dans la politique du nouveau gouvernement de gauche, une décision que G. Boric avait lui-même fortement critiquée sous le gouvernement précédent. Autre difficulté: il y a encore des personnes emprisonnées depuis le mouvement de 2019, et, pour l'instant, pas d'amnistie. Précisons aussi que le gouvernement est pluriel: communistes, représentants des mouvements sociaux, ministre de l'Économie issu de l'ancienne équipe gouvernementale. Mais il est confronté à une oligarchie puissante et à une partie de la classe moyenne qui perçoivent la politique menée comme une menace pour leurs intérêts; et il n'a pas de majorité au Parlement. Ces difficultés ont fait chuter la

popularité du Président. Or le référendum prévu le 4 septembre prochain doit valider la nouvelle Constitution, reconnaissant un Etat plurinational. Les incertitudes planent sur son résultat.

En Colombie aussi, un homme de gauche vient d'être élu Président: une autre surprise ?

C'est historique. La victoire de Gustavo Petro constitue un progrès démocratique impressionnant dans un pays de cinquante-millions d'habitants, allié privilégié des Etats-Unis⁽⁴⁾. La société colombienne est caractérisée par l'existence d'une oligarchie puissante, c'est un des pays les plus inégalitaires du continent, marqué par cinquante ans de violences et d'un conflit armé avec la guérilla des FARC. Pendant toute cette période, jamais la gauche n'avait pu arriver au pouvoir. G. Petro est un sénateur de gauche, social-démocrate, qui se définit



© DK

comme « progressiste ». Il a autrefois été membre d'une guérilla⁽⁵⁾, et il a pour colistière une jeune femme noire militante des droits humains et connue pour ses combats pour l'environnement. Il était arrivé largement en tête au premier tour et le candidat de la droite ultraconservatrice, au pouvoir depuis des décennies, était troisième. Mais en deuxième position il y avait Rodolfo Hernandez, un milliardaire comparable à Trump ou Bolsonaro. On peut citer d'autres exemples de ce type en Amérique du Sud. Il faut ajouter qu'en Colombie certaines provinces sont aux mains de grands propriétaires terriens, et les narcotrafiquants y sont puissants. La victoire de Justesse de G. Petro (50,45 % des voix) n'était donc pas acquise. Appliquer son programme ne va pas être facile, en l'absence d'une majorité au Congrès.

Au-delà de ces deux exemples, comment caractériser la situation de l'Amérique latine ?

Le panorama est très contrasté. Il faut d'abord souligner les ravages de la Covid-19 et ses conséquences dramatiques en termes de pauvreté et de précarité accrues. Ensuite l'exemple de l'insurrection populaire en Equateur rappelle la difficulté de concilier à court terme une stratégie de développement qui combine justice sociale et défense de l'environnement et du patrimoine culturel. Ce pays a notamment pour source de revenus le pétrole, alors qu'il faudrait limiter le recours aux énergies fossiles. Autre exemple, le « train Maya » voulu par le nouveau président du Mexique⁽⁶⁾, qui vise à relier les sites mayas du Yucatan pour y

promouvoir le tourisme, mais qui suscite l'opposition de militants environnementaux et autochtones. Mais le problème le plus significatif c'est le narcotrafic, avec des groupes très puissants qui disposent d'armes sophistiquées, d'avions, voire de sous-marins pour transporter la drogue. Grâce à la corruption, ils ont la main sur des provinces entières, et pénètrent des institutions comme la police et l'armée⁽⁷⁾. On peut presque parler de narco-Etats. La culture de la coca est produite par d'innombrables paysans qui hésitent à y renoncer, au vu de sa rentabilité.

S'agissant de démocratie et des droits, on constate des avancées notables avec des succès électoraux importants : outre ceux évoqués on peut citer le Honduras, où une femme a remporté l'élection présidentielle face à un ex-Président compromis dans le narcotrafic⁽⁸⁾. Mais on assiste aussi à des tentatives de « coups d'Etat institutionnels » : mettre en scène des accusations contestables de corruption ou de violations de la loi pour écarter « légalement » des dirigeants progressistes, comme cela s'est produit au Brésil⁽⁹⁾, ou plus récemment en Equateur⁽¹⁰⁾.

Autre avancée, l'émergence du « nouveau constitutionnalisme sud-américain » : outre le processus constitutionnel au Chili, les Constitutions bolivienne et équatorienne ont instauré des Etats plurinationaux et

reconnu les droits des minorités amérindiennes. Autre grand progrès, qui va de pair avec celui des mobilisations des féministes, la reconnaissance du droit à l'avortement en Argentine, au Mexique, en Uruguay, alors que le continent est très marqué par l'influence traditionnelle du catholicisme et la progression des évangélistes.

Cependant il faut aussi souligner des reculs, par exemple au Brésil avec Bolsonaro où se produisent des assassinats ciblés, en Colombie également, et au Mexique avec des assassinats de journalistes, sans oublier de nombreux féminicides.

Quelle est l'attitude des Etats-Unis ? Considèrent-ils toujours que l'Amérique latine est leur chasse gardée ?

La situation est assez nouvelle. Certes les Etats-Unis considèrent toujours l'Amérique latine comme leur périmètre de sécurité. Mais il y a un déclin relatif de leur influence. La Chine est de plus en plus présente, elle investit des milliards de dollars, organise les « routes de la soie », accorde des prêts à de nombreux pays et a fourni des vaccins contre la Covid à des conditions avantageuses. Les Russes accroissent également leur influence. On assiste à une concurrence accrue de nouveaux acteurs dans la région. Notons d'ailleurs que de nombreux gouvernements d'Amérique latine se sont abstenus à l'ONU, lors du vote sur l'invasion de l'Ukraine.

Le Sommet des Amériques qui s'est tenu en juin 2022 à Los Angeles illustre bien cette perte d'influence : depuis les années 1990 il est censé réunir tous les Etats du continent, du Sud comme du Nord. Contrairement à Obama, Biden en a exclu Cuba, le Venezuela, le Nicaragua, pour non-respect de la démocratie. Or plusieurs chefs d'Etats⁽¹¹⁾, et non des moindres, notamment le Président mexicain, ont refusé d'y être présents pour protester contre cette exclusion, tandis que d'autres l'ont dénoncée tout en y assistant.

Les victoires électorales ont des conséquences géopolitiques dans la région. La droite a été battue dans des pays où elle était jusqu'alors hégémonique. Cette défaite est le produit des mobilisations populaires de ces dernières années. Mais les gouvernements de gauche risquent de décevoir, s'ils ne font pas reculer les inégalités sociales, la corruption et le narcotrafic. ●

Propos recueillis par Gérard Aschieri, rédacteur en chef de D&L

(1) Mouvement étudiant marqué par de très importantes manifestations, dont Gabriel Boric a été un des acteurs.

(2) Ce mouvement avait commencé par protester contre l'augmentation des prix des transports mais s'est élargi à d'autres sujets sociaux et politiques, notamment le rejet de la Constitution héritée de Pinochet.

(3) En 2020 un référendum a donné une large majorité à la proposition d'écriture d'une nouvelle Constitution, et une Assemblée constituante a été élue en avril 2021, avant l'élection de G. Boric qui en avait été un des initiateurs.

(4) De 2000 à 2016, 79 % des aides américaines ont été destinées au renforcement de la police et de l'armée.

(5) Le mouvement M-19, dissous en 1990.

(6) Andres Manuel Lopez Obrador, surnommé « AMLO ».

(7) C'est notamment le cas au Mexique.

(8) Président qui d'ailleurs a été extradé aux Etats-Unis pour cela.

(9) Voir João Sette Whitaker, « La démocratie assassinée », in *H&L* n° 182, juin 2018, page 35-37 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2018/07/HL182-Monde-2.-Lad%C3%A9mocratie-assassin%C3%A9e.pdf).

(10) Rafael Correa, qui bénéficie de l'asile politique en Belgique, a même fait l'objet d'un mandat d'arrêt international que la France par exemple n'a pas reconnu et qui vient d'être abandonné par Interpol.

(11) Notamment le Honduras, la Bolivie et la plupart des Etats des Caraïbes.